



LE CARREFOUR DES PROJETS

UN DISPOSITIF INNOVANT
DE COOPÉRATION ENTRE JEUNES



en partenariat avec



et avec le soutien de



EDITO



La place des jeunes dans la Solidarité Internationale est aujourd'hui incontestable. Alors que les projets de développement étaient auparavant systématiquement «conçus au Nord, réalisés au Sud», nombreux sont ceux, parmi les nouvelles générations, qui ont compris

que les problématiques liées au vivre-ensemble et à la citoyenneté n'étaient pas spécifiques à certaines zones du monde; à l'inverse, il est important de considérer désormais qu'aucun modèle n'est idéal et que chacun peut apporter à l'autre son expérience et sa sensibilité, et que la co-construction de projet ne relève en rien de l'utopie

Cependant, la mise en lien entre acteurs associatifs issus des différents pays se révèle bien souvent difficile. Il existe peu de cadres d'échanges pertinents et la mise en relation des compétences est souvent aléatoire. Faute d'outils adaptés, des jeunes œuvrant pour un monde plus solidaire sur tous les continents n'exploitent pas toutes les possibilités qui leur sont offertes pour travailler ensemble et peinent réciproquement à trouver un partenaire de qualité. C'est dans la prise en compte de ce double constat qu'est né le Carrefour des Projets.

Pensé comme un dispositif facilitant la mise en relation d'associations de jeunes issues de France, du Maroc et de Guinée, motivées à co-construire des projets de Solidarité Inter-

nationale, il est un processus d'apprentissage qui s'inscrit dans la durée. En effet la mise en place de ces partenariats vise à ce que les jeunes de tous horizons deviennent acteurs de la transformation sociale tout en œuvrant à la découverte mutuelle de l'autre.

Près de trois ans se sont écoulés depuis sa création. Afin d'accompagner de manière plus viable et plus rapprochée les porteurs de projets, nos deux structures, Etudiants et Développement et ReLAIS, ont alors imaginé de proposer à des acteurs associatifs jeunes des rencontres physiques ayant vocation à faciliter la mise en place de relations partenariales entre leurs structures. La première rencontre s'est ainsi déroulée dans la verdoyante région de Kindia, en Guinée en 2013, et la deuxième dans le calme du Moyen-Atlas, à Tighza au Maroc en 2014, en partenariat avec un autre réseau qui place les jeunes au cœur de son projet : le Carrefour Associatif, basé à Rabat. De ces 2 sessions d'échanges, 20 nouveaux partenariats entre structures jeunes, appelés consortia, sont nés.

Co-construit entre les participants, qui y apportent chacun leur savoir-faire et leur motivation, ces consortia sont ensuite accompagnés par chaque réseau partenaire jusqu'à leur mise en œuvre puis valorisés comme des initiatives innovantes et pertinentes en leur sein. En assurant ainsi un suivi individualisé et co-responsable dans leur réalisation, nous espérons à terme ne plus inscrire les projets dans une logique «Nord-Sud», et travaillons à une réelle réciprocité des échanges.

Enfin, il est important de souligner que cette dynamique alimente pleinement le partenariat entre nos structures. A travers un cheminement fait de réflexions, de questionnements, de doutes, mais aussi de réussites, le premier consortia issu du Carrefour des Projets, à savoir le partenariat E&D et ReLAIS, se construit chaque jour, ouvrant la porte à de nouvelles possibilités d'actions communes, et renforçant d'autant les liens qui nous unissent. Et c'est bien là toute l'essence du Carrefour des Projets : des routes qui se croisent, et certainement d'autres belles rencontres à venir...

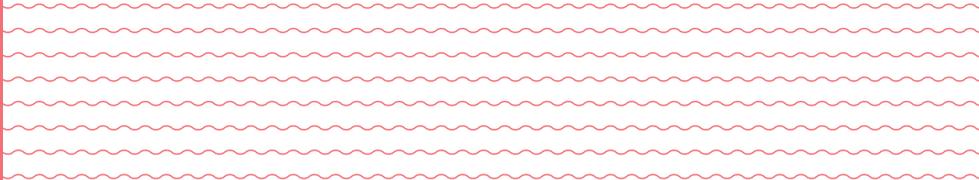
SOMMAIRE

| | | |
|----------|--|----|
| 1 | Le partenariat, un levier pour les actions de solidarité internationale | 7 |
| 2 | La mise en place d'un dispositif international | 13 |
| 3 | Un dispositif à destination des jeunes engagés..... | 19 |
| 4 | Un espace de rencontres et de débats | 25 |
| 5 | Un espace de formation | 31 |
| 6 | La création de consortia..... | 35 |
| 7 | Un espace de co-construction..... | 41 |
| 8 | Le Carrefour des projets aujourd'hui et demain | 49 |

1



LE PARTENARIAT,
UN LEVIER POUR LES ACTIONS
DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



METTRE LA DYNAMIQUE PARTENARIALE AU CŒUR DU PROJET

Le Carrefour des projets (CdP) est un dispositif développé à partir de 2011. Il a pour ambition de renforcer les associations jeunes en mettant la dynamique partenariale au cœur de leurs projets internationaux.

Porté par le réseau français Étudiants et Développement (E&D) et le réseau guinéen ReLAIS (Renforcement Local des Associations et des Initiatives Locales), rejoints par le réseau marocain Carrefour Associatif en 2013, le CdP considère le partenariat associatif comme l'outil le plus efficace pour concevoir, porter et évaluer des actions de solidarité internationale.

Ces structures jeunes partent d'un constat commun, celui que les échanges avec un partenaire rythment un projet de solidarité internationale et déterminent sa pertinence. Ils permettent d'avoir une connaissance fine du contexte sur lequel on souhaite intervenir, mais également

de mettre en commun des compétences, de croiser les regards lors de la phase de conception, voire de consolider des associations autour d'une relation pérenne. Le partenaire joue encore un rôle de filtre avec l'environnement d'intervention afin de s'adapter à un autre univers culturel.

Plus qu'un moteur, la dynamique partenariale doit être comprise comme un objectif des projets de solidarité internationale. Travailler ensemble, sur un plan d'égalité est en soi novateur et porteur de changement.

Pour Gayo Diallo, président d'E&D lors du lancement du CdP, la logique de partenariat permet de sortir de la coopération classique qui repose sur des réflexes coloniaux. « *Ce programme se base sur un principe philosophique essentiel : arrêter de penser que l'on peut concevoir des projets au Nord et aller ensuite les réa-*

liser au Sud, sans réellement inclure les acteurs locaux. La co-construction permet de réfléchir à ce que l'on veut porter ensemble et de pouvoir ensuite, pourquoi pas, changer les terrains classiques d'intervention. »



CRÉER UN CADRE D'ÉCHANGE SÉCURISÉ

Prenant acte du caractère déterminant de cette relation, le CdP a été créé afin de répondre aux difficultés qu'éprouvaient les acteurs associatifs jeunes : trouver un partenaire, communiquer avec lui, monter un projet ensemble... C'est donc un lieu de rencontre, de formation et d'expérimentations. Mais c'est également un espace sécurisé où les participants sont sélectionnés, suivis et appuyés par des réseaux nationaux dans chaque pays partie prenante.

L'Association Études et Développement (AED) était à la recherche de ce type de cadre quand l'une de ses membres a participé à une rencontre du CdP. « Notre structure anime la vie de l'Institut d'Études du Développement Économique et Social et fait de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI), résume Victoria Ahoueli qui représentait l'AED. On souhaitait s'inscrire dans une dynamique plus internationale et travailler avec une structure fiable, pourquoi pas

en Guinée, car il y avait déjà des liens universitaires avec ce pays. On souhaitait surtout s'engager dans la durée, prendre le temps de se connaître et institutionnaliser des projets sur le long terme. »

Le CdP est donc cet espace qui permet aux partenariats de se développer et de s'enrichir afin de faire des choses ensemble, d'une simple interconnaissance jusqu'au programme commun. « La vision que l'on veut mettre en avant, explique Boubacar Bailo Diallo, directeur exécutif de ReLais, c'est la valeur du partenariat. Il doit se construire. Ce n'est pas juste un voyage et se quitter ensuite. Ça exige du temps d'échange et un engagement qui ne sont pas limités à un projet. Pour être durable, le partenariat doit se laisser le temps de grandir. »

LES FREINS ET FACILITATEURS DES PARTENARIATS INTERNATIONAUX IDENTIFIÉS PAR LES ASSOCIATIONS JEUNES.

Identification des partenaires / mise en relation

FREINS / DIFFICULTÉS

- Faible connaissance des structures existantes à l'étranger
- Difficulté à identifier les voies / les lieux / cadres de mise en relation
- Évaluer la fiabilité et la crédibilité
- Établir une relation de confiance
- Incompréhensions (langues, cultures et représentations)

FACILITATEURS

- Échanger avec des structures locales
- Se rapprocher d'associations autour de soi, de la diaspora
- Être membre d'un réseau
- Bases de données et plateformes dans les facs
- Membres internationaux au sein des associations
- Faire appel à des structures d'accompagnement

Gestion du partenariat

FREINS / DIFFICULTÉS

- Difficulté à dépasser la position de partenaire financier du projet
- Les dossiers de financement sont difficiles à co-construire
- Difficultés à transcrire les valeurs de co-construction et de réciprocité dans la pratique

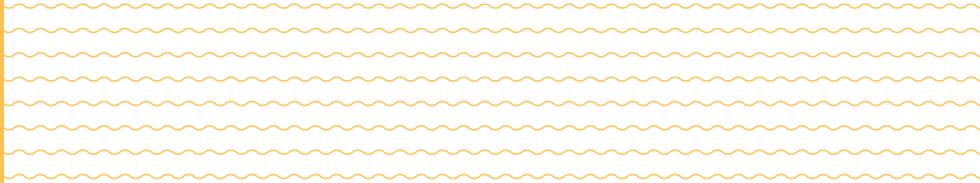
FACILITATEURS

- Partage de documentation
- Définition claire des modalités de conduite du projet international
- Trouver le type de financement le plus approprié à chaque projet
- Co-identifier le projet et ses objectifs et communiquer beaucoup et régulièrement autour de ceux-ci.
- Prendre le temps : un partenariat à l'international nécessite de passer plus de temps sur chaque étape

2



LA MISE EN PLACE D'UN DISPOSITIF INTERNATIONAL



LE 1ER CONSORTIUM DU CARREFOUR DES PROJETS : E&D ET RELAIS

E&D et ReLAIS ont développé des liens informels depuis 2008 avant de monter un projet commun. Plusieurs associations guinéennes animent le Conseil d'Administration d'E&D et le réseau commence à s'intéresser au PROJEG. « Nous avons

voulu travailler sur une base solide après avoir pris le temps de s'observer depuis 2 ans, raconte Boubacar Bailo Diallo. On s'est demandé ce qui pouvait intéresser nos 2 structures et impacter les associations que nous accompagnons. »

UN PROJET NÉ DANS LE CADRE DU PROJEG



Le Projet de Renforcement de la Société Civile et de Jeunesse Guinéenne (PROJEG) est un programme concerté pluri-acteurs qui vise à renforcer les organisations de la société civile et notamment à accroître leurs capacités collectives à influencer les politiques publiques par le dialogue. C'est un

espace de concertation et de travail collectif où sont rassemblés plus de 500 organisations des sociétés civiles française et guinéenne (syndicats, organisations de défense des droits de l'Homme, associations locales et nationales, organisations de solidarité internationale, universités, etc.) et des pouvoirs publics guinéens et français (ministères, collectivités territoriales) désireux d'agir pour la Guinée.

Si les associations guinéennes ont souvent tendance à confondre partenaire et bailleurs de fonds, les structures françaises se mettent souvent dans une position de suprématie vis-à-vis de leur partenaire. « On vient pour éduquer, pour construire, pour sensibiliser, reprend Boubacar Bailo Diallo. Elles ne se disent pas qu'en travaillant avec une association étrangère elles peuvent aussi apprendre. »

Les deux structures décident alors de travailler ensemble autour d'un objectif commun : promouvoir une nouvelle culture du partenariat international, basée sur des valeurs partagées, la compréhension mutuelle, des principes de co-responsabilité et de réciprocité. Ce travail se concrétise à partir de 2011 dans la conception d'un dispositif complet d'accompagnement à la création de consortia jeunes.

Dès 2012, le projet est soutenu par le PROJEG, puis l'Agence Française de Développement. Un module web est mis en place sur le site Internet d'E&D et une première rencontre entre porteurs de projets est organisée à Kindia, en Guinée, en février de l'année suivante. « Après avoir pris le temps de se connaître, nous nous sommes rapidement lancés dans les activités, se souvient Thibaut Vignes, coordinateur des activités d'E&D. Il y avait l'idée d'expérimenter quelque chose. Nous nous sommes beaucoup focalisés sur la préparation de la rencontre et c'est seulement dans un deuxième temps que nous avons commencé à décider de doter le CdP d'instances de gouvernance. »

UNE COORDINATION INTERNATIONALE

En 2013 à Marseille, le premier Comité de pilotage (Copil) du CdP clarifie l'organisation du dispositif. Les décisions stratégiques sont prises par le Copil qui ne se réunit pas plus de deux fois par an. La commission

transnationale a un rôle plus opérationnel. C'est elle qui organise les rencontres et produit les outils d'accompagnement et d'animation, en se réunissant deux fois par mois sur skype.

DE 2 À 3 PARTENAIRES

Lors de ce premier Copil, le réseau marocain Carrefour Associatif, partenaire d'E&D depuis 2011, adhère au dispositif. Les deux structures co-portent un programme d'accompagnement et de valorisation des engagements associatifs jeunes appelé Étudiants et Citoyens. Le Carrefour Associatif participe déjà à la rencontre de Kindia en 2013 en y envoyant deux étudiantes marocaines. Portée par les mêmes conceptions du partenariat, son intégration permet aux associations jeunes de son réseau de profiter du dispositif.

Le Carrefour associatif est un réseau créé en 2000 et composé de 9 associations marocaines. Sa mission est de promouvoir la citoyenneté et la gouvernance à travers, d'une part, l'impulsion et l'appui aux initiatives citoyennes et, d'autre part, le renforcement des capacités des membres du réseau et des acteurs locaux.

« C'était très enrichissant de pouvoir travailler à 3 partenaires de 3 pays différents, s'enthousiasme Lætitia Pourchet, volontaire d'E&D en charge du CdP en 2013-2014. Avec la commission transnationale, nous avons des réunions très régulières afin d'organiser la deuxième rencontre à Tighza au Maroc. »

D'autres organisations françaises apportent un soutien technique important au pro-

jet. Solidarité Laique, membre parrain d'E&D, a une grande expérience des dispositifs de mise en relation d'acteurs et a donc appuyé les réflexions sur le dispositif. Tout comme Animafac, une structure experte dans l'accompagnement de projets jeunes, mais également un réseau généraliste dont les membres peuvent chercher à donner un cadre international à leurs projets locaux.

DES OUTILS TRANSNATIONAUX AU SERVICE DES CONSORTIA

Les activités menées dans le cadre du CdP sont autant d'outils au service de l'accompagnement des partenariats. En plus des organes de coordination, on retrouve des outils de suivi (fiches de présentation des projets, fiches de suivi, formulaire pour le fonds d'appui, etc.) et des outils d'animation, souvent inspiré des mouvements d'éducation populaire

(jeux d'interconnaissance, outils d'intelligence collective, etc.). « Nous avons réfléchi ensemble longuement sur ces outils, ajoute Thibaut Vignes. Pour le suivi, chaque trame est propre à chaque pays, afin de chercher les infos pertinentes localement. On se réunit régulièrement pour partager les données et croiser nos informations. »

3

—
UN DISPOSITIF À DESTINATION
DES JEUNES ENGAGÉS



Le Carrefour des projets ne repose pas seulement sur ses structures porteuses, mais bien évidemment aussi sur les associations en recherche de partenariats. Ce sont des structures jeunes, sélectionnées sur leur compréhension du projet ainsi que leurs motivations.

La place des jeunes dans la solidarité internationale et locale est aujourd'hui incontestable en France, en Guinée ou au Maroc. Engagés dans des micro-projets ou des volontariats, ils renouvellent les approches de la coopération et représentent un levier pour faire évoluer les pratiques. Le CdP se propose de donner les moyens aux futurs

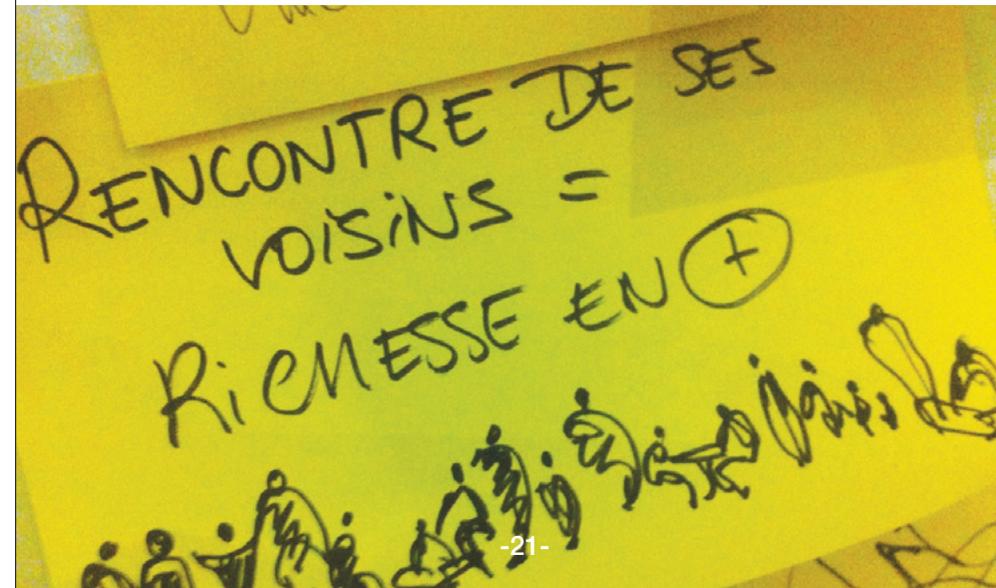
acteurs des relations internationales d'expérimenter des partenariats exigeants et responsables, accompagnés par des organisations expertes.

Après la première rencontre, la commission transnationale a mené un important travail d'harmonisation des critères de sélection. « On a fait un appel très large et on a évité la focalisation sur la réalisation d'un projet pour affirmer le préalable de la rencontre, explique Thibaut Vignes. La manière dont les questions du formulaire de candidature étaient posées visait à expliciter le dispositif. Il n'y a pas eu de candidature à la va-vite. »

Les critères de sélection communs arrêtés sont au nombre de 6 :

- motivations personnelles
- dynamique associative existante derrière une candidature individuelle
- projet associatif de la structure concernée
- compréhension du dispositif
- capacité réflexive autour des valeurs du dispositif
- compréhension des enjeux du milieu de la solidarité internationale

« La probité morale, l'existence de documents juridiques et les preuves d'activités étaient également importants, ajoute Bou-bacar Bailo Diallo. Nous avons aussi identifié des domaines d'intervention (santé, éducation, culture et environnement pour 2014), afin de faciliter les rapprochements. » La sélection se complète d'un entretien et est finalisée lors d'une Commission transnationale qui travaille à créer un groupe aux centres d'intérêts relativement homogènes, tout en garantissant une diversité des profils, notamment la parité.

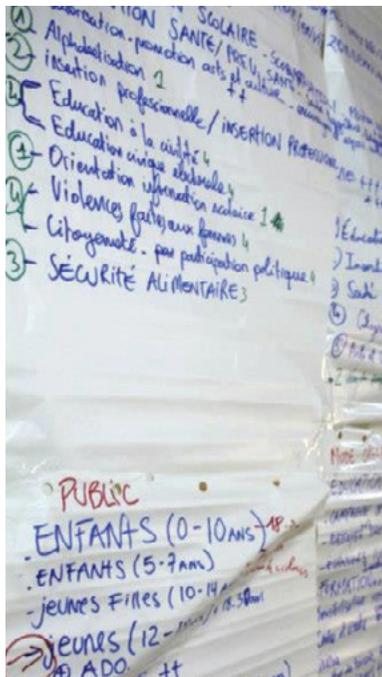


L'association « Les Films au Clair de Lune », représentée à Kindia par Pierre-Antoine Carpentier a candidaté sans projet en tête mais avec des compétences en vidéo et une expérience du partenariat. « Notre participation est partie d'une envie individuelle. En voyant l'appel j'ai trouvé ça génial et j'en ai ensuite parlé à l'association qui m'a soutenu. Pour être sélectionné, il fallait donner sa vision de la solidarité internationale, donc on ne devait pas être trop à côté de la plaque, même si ce n'était pas notre spécialité. »

« Nous avons un projet qui se déroulait très bien à Madagascar, où le partenaire s'autonomisait, raconte Lucie Forsans de l'association Amahoro. Le CdP nous a permis d'anticiper la fin de ce partenariat et de maintenir notre dynamique internationale. On voulait travailler sur les liens entre sport et santé. »

Ousmane Aminata Bangoura, Président de l'Association des Jeunes Unis pour le Développement Communautaire (AJUDC), a été sélectionné en amont de la première rencontre. « Nous avi-

ons entendu parler du CdP lors de rencontre avec ReLAIS, que nous avons rejoint pour nous renforcer en termes de formation et d'appui local. Nous sommes alors allés sur le site d'E&D et nous avons soumis deux projets via l'interface CdP, l'un sur les activités socio-économiques des couches vulnérables, l'autre sur la gestion des ressources naturelles et l'environnement. »



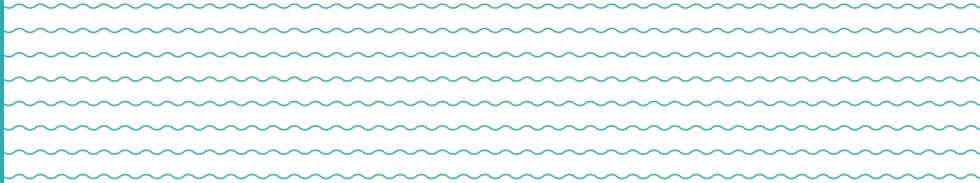
Le module web hébergé sur le site d'E&D présente le dispositif, explique les valeurs portées et offre la possibilité pour toute association de déposer une déclaration d'intérêt au dispositif sous forme de demande de partenariat. « Beaucoup d'associations se saisissent de ce module, affirme Thibaut Vignes, mais les 3/4 ne rentrent pas dans le cadre du dispositif. La plupart du temps, elles ne viennent pas des pays concernés par le CdP. Pour elles on a une réponse standard en leur expliquant qu'à l'heure actuelle leur demande ne peut pas être prise en compte. »

Si les demandes viennent de structures françaises, guinéennes ou marocaines, elles sont transmises au réseau national de référence qui prend en charge l'accompagnement. C'est un processus qui prend beaucoup de temps mais commence à fonctionner. Les annonces sont publiées en ligne et les associations peuvent ensuite être contactées directement par un partenaire.

4



UN ESPACE DE RENCONTRES
ET DE DÉBATS



Afin de construire des partenariats et, pourquoi pas, des projets, la première étape est bien entendu de permettre une rencontre. L'accompagnement proposé par le Carrefour des Projets commence dès ce moment-là, notamment par l'organisation de temps d'échange rassemblant des associations : Kindia 2013, à une centaine de kilomètres de Conakry, en Guinée et Tighza 2014, dans le Moyen Atlas, au Maroc.

« *L'idée est tout d'abord de consacrer un temps à l'interconnaissance avant même de se mettre à réfléchir autour de valeurs communes ou à des possibilités d'initiatives, reprend Thibaut Vignes. La distance et l'interculturalité sont difficile à gérer sur le long terme et il vaut mieux commencer par faire les choses ensemble dès le départ.* » Avant même la rencontre, les portraits des participants sont présentés sur un blog.



Les temps informels sont mis à contribution pour l'organisation de soirées à thèmes (cuisine, musique, jeux) ou d'excursions en groupe. Des règles sont fixées dans la vie quotidienne : chambres mixtes du point de vue des nationalités, interdiction d'être entre deux personnes du même pays à table...

« *Il y a eu un premier temps d'interconnaissance qui a duré deux jours, se souvient Victoria Ahoueli. On ne peut pas travailler avec quelqu'un qu'on ne connaît pas un minimum et avec qui on n'a jamais discuté. Il y a tellement de malentendus qui peuvent surgir bêtement* ». Des brise-glaces comme le jeu des blasons permettent la découverte de chaque personnalité tout en créant une dynamique de groupe par des temps d'amusement collectif. « *Ensuite on a commencé l'introduction aux notions de partenariat, de co-construction.* »

« *Toute la première partie, c'était des ateliers pour réfléchir sur les différences de perception d'un pays à l'autre, complète Pierre-Antoine Carpentier. Un jeu par-*

tait d'images disposées sur une table, on devait exprimer ce que ça nous évoquait et on s'est vite rendu compte que ça ne sonnait pas pareil, déjà entre Français, puis entre Français, Guinéens et Marocains. Ça a duré plusieurs jours et il y a eu une petite frustration naissante de la part de certaines personnes qui voulaient parler projet. Néanmoins, avec le recul, j'ai trouvé ça très bien car ça nous a donné le temps d'imaginer avec qui, humainement, on pourrait travailler et avec qui ça serait plus difficile. Je serais allé spontanément vers certaines personnes au vu de leurs activités, mais au bout d'une semaine, c'est l'aspect humain qui prend le dessus et guide aussi tes choix. »

Plus qu'une phase d'interconnaissance, cette étape permet aussi de défricher les termes du partenariat autour d'une activité essentielle, se mettre d'accord sur les mots, notamment grâce à l'outil de la déconstruction ramifiée.

TRAME D'ANIMATION : LA DÉCONSTRUCTION RAMIFIÉE

Infos pratiques

Nombre de participants : 5 à 15

Durée : 35 minutes (très variable)

Matériel : paperboard, stylos, marqueurs, dictionnaire

Objectifs de l'animation

Cette animation permet aux participants de s'interroger sur la définition d'un terme. Elle a pour objectif de questionner les représentations du groupe sur un mot précis et sur ses différentes significations. De plus, cet exercice mené en début d'animation permet de mettre tout le monde d'accord sur l'orientation et la définition du terme abordé.

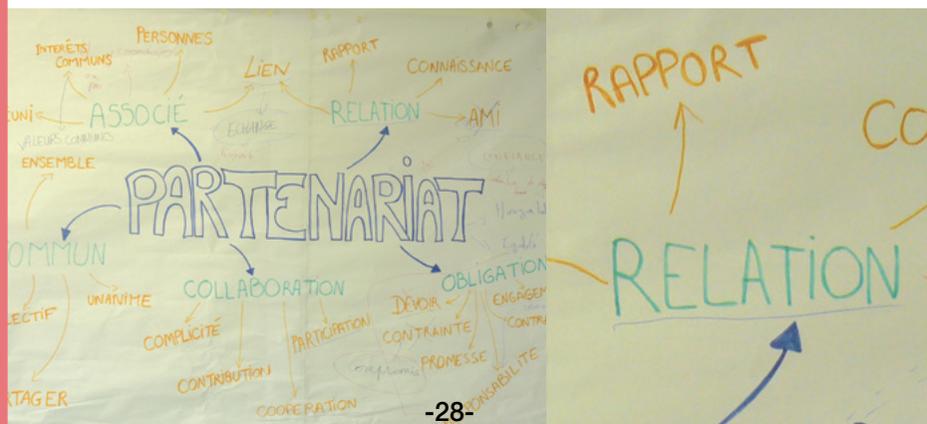
Déroulé de l'animation

La formation se déroule en 3 parties

Préparation 10'

Déconstruction ramifiée 20'

Bilan 5'



PARTIE 1 PRÉPARATION

Écrire au centre de la feuille le mot discuté. Rechercher ensuite ce dernier dans un dictionnaire afin de trouver des termes similaires. Noter ces nouveaux mots autour du premier en les reliant à celui-ci (comme des ramifications d'un arbre généalogique). Refaire pour chaque nouveau mot le même exercice : chercher leur définition dans le dictionnaire, trouver des termes similaires et les noter autour.

Accrocher la feuille afin de la rendre bien visible à tous les participants.

PARTIE 2 DÉCONSTRUCTION RAMIFIÉE

L'animateur propose tour à tour à chaque participant de venir réagir devant la feuille afin d'effectuer une action :

- Entourer un des termes : le participant trouve ce mot pertinent et se justifie
- Rayer un des termes : le participant ne trouve pas ce mot approprié et se justifie
- Rajouter un terme : le participant écrit un nouveau mot qui s'accorde et définit bien le terme débattu avant de se justifier

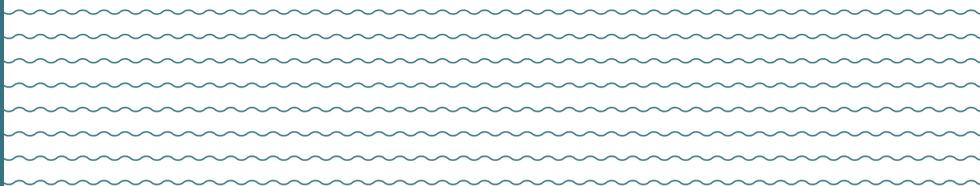
PARTIE 3 BILAN

L'animateur termine l'animation en reprenant les différents avis exprimés, les points de convergence et d'opposition.

5



UN ESPACE DE FORMATION



Suite aux évaluations de Kindia, 3 formations sont explicitement intégrées à la rencontre de Tighza :

- Une formation sur les outils collaboratifs
- Une formation sur les sources de financement
- Une formation sur le montage de projet

La maîtrise des outils collaboratifs disponibles aujourd'hui en ligne est un atout essentiel pour la réussite des projets. Lætitia Pourchet a animé cette formation. « Il s'agissait dans un premier temps de jauger le niveau de connaissance des participants sur l'existence de ces outils ainsi que leur capacité à les utiliser. La parole a été laissée à deux participants sur la présentation de logiciels classiques, comme Skype ou le pack Google (Drive, Agenda, Groups), avant que les organisateurs n'introduisent des outils plus éthiques, comme la suite Framasoft. » La formation sur les financements avait pour but de faire comprendre que même si les réalités des structures associatives dans les trois pays ne sont pas les mêmes, chaque association peut contri-

buer au budget d'un projet. Enfin, le montage de projet a été abordé d'une manière assez formelle par l'angle du cadre logique mais a déjà permis aux futurs partenaires de commencer à formaliser leur projet.

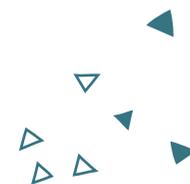
Comme les temps d'animation, ces temps de formation sont animés par l'ensemble des structures porteuses. « La première chose que les jeunes ont signalé dans leurs retours c'est la manière dont on a réussi à travailler ensemble, commente Boubacar Bailo Diallo. On dirait que c'est la même équipe et non pas trois réseaux qui animent. Ça nous pousse à organiser les choses simplement et à nous dire qu'en partenariat on peut réaliser beaucoup de choses. »

À l'issue du dispositif, on assiste à une réelle montée en compétence des associations qui ont réussi à cadrer leurs visions. L'intervention de personnes ressources leur permet de maîtriser les bases du montage de projet. Houssainatou Bah de l'AGUISSAF (Association Guinéenne pour la Sauvegarde de la Santé Familiale) remarque

que « la rencontre à Tighza était un cadre d'échange d'expériences. Les formations ont permis d'apprendre des autres et d'apprendre à se connaître. »

« À mi-parcours, un atelier consistait à travailler sur la construction d'un projet fictif par 3 ou 4 autour d'une thématique imposée, comme l'assainissement, ajoute Pierre-Antoine Carpentier. J'ai trouvé ça super intéressant de mettre de côté ce qu'on sait et

de réfléchir ensemble à comment monter un projet, pour moi c'était le point de pivot. »



6



LA CRÉATION DE CONSORTIA



Au milieu de la rencontre, il y a création des consortia. Un consortium est un regroupement d'associations en vue de réaliser un projet commun. Dans le cadre du CdP, de nombreuses configurations sont possibles : ils peuvent être franco-marocains, franco-guinéens, maroco-guinéens, franco-guinéo-marocains ou même guinéo-guinéens, etc.

À Kindia, les associations s'étaient vu accorder une grande liberté dans le choix des partenaires mais des projets sont tombés à l'eau car des associations étaient engagées dans trop de consortia. À Tighza, la règle était une association pour un consortia. La constitution des groupes s'est faite en deux temps. Un moment d'animation autour de la marche déambulatoire. Ensuite, les participants ont pu exprimer leurs souhaits et un dépouillement a été orchestré par les organisateurs.

« Pour la 2ème rencontre on a fait 1 association pour 1 consortium, explique Thibaut Vignes. On a fait une marche où les gens pouvaient exprimer, de manière

secrète, les associations avec lesquelles ils aimeraient travailler. Il y a ensuite eu un grand dépouillement entre les organisateurs pour faire les liens. On s'est rendu compte que les groupes se sont fait naturellement et qu'il n'y a pas eu de frustration. »

TRAME D'ANIMATION : LA MARCHÉ DÉAMBULATOIRE

Infos pratiques

Nombre de participants : 10 à 25

Durée : 45 minutes (très variable)

Matériel : aucun

Objectifs de l'animation

- Mettre à l'aise les participants (brise-glace)
- Permettre la découverte mutuelle des activités de toutes les associations représentées
- Susciter l'intérêt des participants pour la collaboration inter-associative

Déroulé de l'animation

La formation se déroule en 3 parties

| | |
|--------------------------|-----|
| Consignes | 2' |
| Déambulation et échanges | 30' |
| Débrief | 13' |



PARTIE 1 CONSIGNES

Exposé des consignes.

PARTIE 2 DÉAMBULATION ET ÉCHANGES

Les participants se promènent dans la pièce en utilisant tout l'espace. Lorsque l'animateur tape dans ses mains, chaque participant forme un binôme avec la personne la plus proche de lui. Deux personnes d'une même association ne peuvent constituer un binôme. Si c'est par hasard le cas, ils switchent avec un autre binôme.

Les binômes échangent entre eux sur les pistes de collaboration possibles entre leurs assos : Quels sont leurs points communs et leurs différences ? En quoi peuvent-ils être complémentaires ? Quels projets pourraient-ils mener ensemble ?

Ils peuvent ainsi écrire leurs idées de collaboration sur un post-it à la fin du temps imparti.

L'animateur peut ensuite lancer un deuxième tour de marche et de nouveaux binômes peuvent se créer et échanger.

PARTIE 3 DÉBRIEF

On utilise un grand tableau avec tous les noms des associations présentes.

Dès que deux associations ont échangé et écrit un post-it, on trace un trait entre leurs deux noms sur le tableau symbolisant leur nouveau lien et on colle leur post-it commun sur ce trait.

Après avoir échangé, les participants expliquent en plénière, en se basant sur le tableau si ils le souhaitent, leurs impressions quant aux discussions qu'ils ont pu avoir. L'idée est de conclure sur les possibilités infinies du partenariat inter-associatif.

Cette étape formelle vient également conclure plusieurs jours de rencontre dans les temps off du programme.



« Tout au long, il y a eu ce mélange de rencontre et de travail, développe Victoria Ahoueli qui a participé à la première rencontre. Des liens se sont créés au-delà de l'association, car il y a d'abord eu une découverte des individus. La connexion avec mon premier consortium s'est faite très naturellement parce que je partageais la chambre de la personne. Avec l'AJUDC par contre, ça s'est fait au fil

des ateliers où on a identifié un intérêt commun sur les questions d'évaluation et d'expertise. C'est comme ça qu'on a débouché sur un projet de diagnostic participatif sur Coyah. »

« Les personnalités c'est une chose, mais c'est surtout l'histoire du projet qui a orienté le choix de notre partenaire, remarque Lucie Forsans. Notre partenaire guinéen est spécialisé sur les questions de santé et dès qu'on a commencé à discuter de ce qui se faisait autour du sport santé en France, l'impact potentiel en Guinée lui a paru évident. Ce lien entre étudiants en médecine et étudiants en STAPS était vraiment complémentaire. » « Amahoro avait déjà une expérience sur le sport santé à Madagascar, rebondit Houssainatou Bah. Ils portaient également des campagnes d'information sur la lutte contre le VIH par le sport. On a ciblé ensemble l'enjeu de la prévention des maladies cardio-vasculaires en Guinée et on a monté Sport'cheilal (sport-santé) pour faire ressortir l'impact du sport en milieu scolaire. »

7



UN ESPACE DE CO-CONSTRUCTION



Les partenariats créés ne sont pas lâchés dans la nature. A l'issue des rencontres, un accompagnement est mis en place par les réseaux d'abord autour de temps de construction de projet. « Nous ne voulions pas imposer aux consortia de nous livrer un produit fini à la fin de la rencontre, détaille Thibaut Vignes. On leur proposait soit d'imaginer un projet, soit de construire une relation moins opérationnelle plutôt basée sur du partage d'expériences. » Les réflexions étaient menées au sein des consortia et accompagnées par un encadrant référent. « Ça permettait aux participants d'avancer à leur propre rythme. Ils n'avaient pas à finaliser un cadre logique de A à Z à la fin de la rencontre. »

« Avec Amahoro, on a décidé de travailler autour de la sensibilisation aux questions de sport-santé en milieu scolaire, se souvient Houssainatou Bah. En Guinée, les maladies non transmissibles, comme le diabète ou les maladies cardiovasculaires tuent près d'un tiers des personnes, même si on parle plus d'Ebola. Avec le sport, on peut intervenir

sur ces maladies. Notre objectif est d'instaurer le sport comme une matière en cours élémentaire, afin que les enfants grandissent avec et ne puissent plus s'en passer. » « Au cours de ces premiers échanges, nous avons été hyper ambitieuses, poursuit Lucie Forsans. Puis on a présenté notre projet au groupe et on s'est rendu compte qu'on allait trop loin. On a repensé ça comme un projet pilote, ciblé sur la formation d'enseignants dans quelques écoles privées à prix raisonnable. En effet, les établissements publics comptent parfois plus de 80 enfants par classe et il est plus compliqué de monter des partenariats avec l'administration. »



Pour Ousmane Aminata Bangoura, ces échanges étaient très importants. « C'étaient des partenariats constructifs. L'objectif n'était pas de trouver des partenaires prêts à financer notre projet, mais de réfléchir aux centres d'intérêts des associations non-guinéennes et de concevoir un chemin commun. »



« Ce qui a clairement manqué à Kindia, c'est un outil qui permette de faire un retour sur nos réflexions, comme un Chantier d'appui au projet (CAP), souligne Pierre-Antoine Carpentier. Certains projets n'étaient pas assez réalistes, trop gros ou trop peu concrets, pour constituer une base solide à la relation. » Cet outil d'intelligence collective a été intégré au programme de la deuxième rencontre.

LES CHANTIERS D'APPUI AUX PROJETS (CAP)

Le chantier d'appui aux projets est un outil inspiré des SCOP d'éducation populaire. Il s'appuie sur une méthode d'entraînement mental qui a fait appel à l'intelligence collective pour soulever des problématiques et trouver des pistes de solution face à une situation exposée par des porteurs de projets.

En petits groupes, cette méthode favorise l'échange entre pairs, aux côtés de professionnels mobilisés, considérés au même niveau de parole. L'idée est que chacun contribue à la réflexion commune, par ses savoirs et ses expériences. Un animateur gère le timing précis des différentes étapes qui composent l'animation.

Ensuite, il a été demandé aux consortia de remplir un document rendant compte de leur état d'avancement, une photographie de leur partenariat à un instant t, la fin de la rencontre.

« Au retour de Guinée, en février 2013, nous n'avions pas mis en place de convention formelle, se rappelle Victoria Ahoueli. On s'était donné un mois pour restituer l'expérience auprès de nos structures et obtenir le feu vert de nos bureaux. À l'AED, on s'est rendu compte qu'on ne pourrait s'engager pleinement sur les deux consortia qu'on avait rejoint. On a décidé de se concentrer sur le projet de diagnostic du traitement des déchets à Coyah avec l'AJUDC et les Cosmopolites du Maroc, car il correspondait plus aux profils des étudiants de l'IEDES, formés pour devenir des évaluateurs. Par la suite, on a mis du temps à démarrer car les Cosmopolites ont mis du temps à se positionner clairement et à quitter le projet. Avec Ousmane, par contre, la communication a très bien fonctionné, par texto et Facebook dans un premier temps. L'AJUDC s'est attelé à l'élaboration du budget et on travaillait

ensemble sur l'approfondissement. En période de rush, pour répondre à une demande de financement, il nous arrivait d'échanger tous les jours. »

« Sur la communication, ça a posé des problèmes au départ quand on ne pouvait pas avoir une conversation Skype sans que ce soit coupé, poursuit Ousmane Aminata Bangoura. Ça a été résolu quand on a commencé à avoir un peu de couverture en 3G sur Kindia. Avec le retard, le projet devait se concrétiser en octobre 2014, mais l'épidémie d'Ebola nous a obligés à reporter. »

Le suivi apporté par les têtes de réseaux a été décisif pour l'autre partenariat de l'AJUDC avec Initiative Urbaine et les Films au Clair de Lune. « ReLAIS a accueilli nos partenaires franco-guinéens à leur arrivée à Conakry, ils se sont même déplacés à Coyah pour la réalisation de l'action. »

Au niveau français, le suivi a été également essentiel notamment après que les Films au Clair de Lune se soient rendus compte que leur partenaire marocain

n'était pas au courant de son engagement dans un consortium. « La représentante d'Initiative Urbaine a quitté l'association juste après la rencontre de Kindia sans prendre le temps de faire un retour sur les engagements pris, explique Pierre-Antoine Carpentier. E&D nous a beaucoup aidés pour débloquer

la situation. Ils nous ont mis en relation avec le président et nous ont conseillé de partir les rencontrer pour relancer le partenariat. Ça a très bien fonctionné. L'appui financier du fond de soutien a aussi été décisif pour réaliser un voyage préparatoire en Guinée en 2014. »





UN FONDS DE SOUTIEN POUR LES NOUVEAUX PARTENARIATS

La démarche du CdPde mise en avant de la relation partenariale et de l'échange interculturel n'est à l'heure actuelle pas toujours prise en charge par de nombreux bailleurs de fonds.

Pour ces raisons, un fonds de soutien est mis à disposition des associations en faisant la demande et justifiant d'efforts faits sur leur relation partenariale et la mise en place d'un projet. Un formulaire de demande a été co-construit par ReLAIS et Etudiants et Développement pour les consortia franco-guinéens. Ce fonds peut ainsi être sollicité dans deux cas :

- Pour le co-financement d'un projet du consortium, généralement au regard d'autres financements acquis et donc pour boucler un budget
- Pour permettre à une association de se rendre sur le terrain de la future activité du consortium, en guise de mission exploratoire.

En effet sur ce deuxième point, au retour des rencontres du CdP, les participants ont généralement du mal à rendre compte de la très vive dynamique qui a animé les échanges et la création des nouveaux partenariats. La personne présente à la rencontre est aussi la seule de l'association à avoir pu rencontrer une personne de l'association partenaire. Nombre d'associations souhaitent donc solliciter le fonds de soutien pour permettre à d'autres membres de leur association de pouvoir se rendre sur le terrain et rencontrer l'association partenaire avant de s'engager sur un projet plus concret.

Un fonds de soutien pour les consortia franco-marocains est également développé dans une moindre mesure dans le cadre du programme Étudiants et Citoyens porté par le Carrefour Associatif et Etudiants et Développement.

Hicham Habibou travaillait pour Initiative Urbaine à cette époque. « *Le fonds de soutien du CdP a permis de financer mon billet pour la Guinée et de*

mener un projet vraiment dans l'esprit de la solidarité internationale. On tourne des films en Guinée ou au Maroc ensemble, avec l'idée de les diffuser dans nos deux pays ».

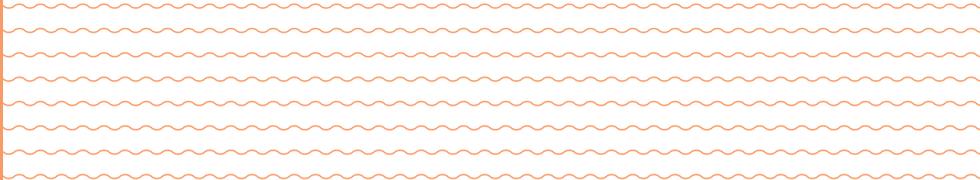
L'accompagnement post-rencontre est bien compris comme un enjeu crucial de la réussite du CdP. Chaque réseau national accompagne de manière pro-active les associations de son pays. Une mise en commun régulière est assurée par la commission transnationale ainsi que la tenue d'un tableau collaboratif de suivi des consortia. Des contacts téléphoniques et des rencontres physiques permettent également ce suivi, tout comme l'invitation des participants aux temps d'accompagnement collectifs qui font partie de l'activité traditionnelle des réseaux.

Après la rencontre de Tighza, des événements rassemblant les participants locaux sont organisés dans chaque pays afin de poursuivre l'échange d'expérience, de faire le point sur les projets et de les tenir informer des actualités du CdP. ~~~~~

8



LE CARREFOUR DES PROJETS AUJOURD'HUI ET DEMAIN



PROMOUVOIR UNE NOUVELLE CULTURE DU PARTENARIAT

Aujourd'hui, le Carrefour des projets a permis la création d'une vingtaine de consortia associatifs (10 à chaque rencontre et 2 hors rencontre). Cela représente l'accompagnement d'une quarantaine d'associations dans la mise en relation, la formation et la réalisation de leurs projets. Du point de vue des participants, le dispositif a rempli ses objectifs. « Ce n'était pas qu'un espace de discussion mais réellement un lieu de création, affirme Houssainatou Bah. Ça nous a permis de construire notre partenariat dans un cadre équilibré. »

Pour sa partenaire aussi, Lucie Forsans, le CdP leur a permis de « co-construire un projet de A à Z, avec une exigence manifeste. La nouvelle équipe d'Amahoro s'est emparé du projet et s'est directement formée grâce aux outils des membres organisateurs. Ça nous a également confortés sur l'idée que la thématique du sport avait une

réelle plus-value à l'international, vu que ça a fait écho chez une association guinéenne. Ça a aussi eu une répercussion sur nos partenariats plus anciens. Après le CdP, on a beaucoup repensé l'autonomisation du partenaire sur notre première action à Madagascar. Avec lui, on a réécrit une convention beaucoup plus technique et précise sur la répartition des tâches. Il a très bien accueilli cette initiative. »

Même enthousiasme chez Victoria Ahoueli. « Les buts c'étaient la rencontre, il y en a eu ; la co-construction, on a co-construit. Surtout, le CdP a créé une véritable connexion humaine. » « Les amitiés perdurent au-delà des projets, remarque Boubacar Bailo Diallo. La Guinée était un pays isolé et évité il y a quelques années. Ces jeunes qui s'affirment solidaires, s'embrassent et se quittent les larmes aux yeux, c'est aussi un acquis du CdP. »

L'épidémie Ebola a cependant retardé plusieurs projets issus des consortia. « On n'avait pas spécialement de psychose sur Ebola, mais on craignait que ce contexte compliqué empêche de nouveaux étudiants de se greffer au projet, explique Lucie Forsans. On trouvait tout de même ça délicat de demander à notre partenaire de repousser le projet et de passer notre convention sur deux années. Mais en fait ça s'est très bien passé. » Le consortium formé par l'AJUDC, les Films au Clair de Lune et Initiative Urbaine n'a pas interrompu ses activités prévues en Guinée en 2014.



CINÉ ACTION : EXEMPLE DE CONSORTIUM TRI-PARTITE

Ces trois structures se rassemblent autour d'un projet de réalisation de films de sensibilisation lors de la rencontre à Kindia en 2013. L'association « Les Films au Clair de Lune » apporte une compétence technique afin de réaliser trois courts métrages, interprétés par des enfants, au Maroc la première année, et 3 autres en Guinée la suivante, pour des associations locales. Initiative Urbaine et l'AJUDC gèrent la logistique sur place, la mise en relation avec les acteurs locaux et les autorités ainsi que la connaissance du terrain.

« Ce dispositif a changé la dimension du travail pour nous, explique Hicham Habibou. Notre travail est devenu international. On fait des films au Maroc mais ça ne concerne pas que nous, car on sait déjà qu'ils vont être diffusés en France et en Guinée. L'impact a été très positif sur notre réseau et les associations locales qui manquaient de supports de communication. Mais ces films sont aussi des outils pour mener des campagnes de sensibilisation sur des sujets comme l'autisme ou l'environnement. »

Le délai trop court entre la rencontre de Kindia et la partie Maroc du projet n'a pas laissé le temps de trouver des fonds pour faire venir les partenaires guinéens, mais en 2014, Hicham Habibou a pu se rendre en Guinée. *« On s'occupait de tout ce qui était hébergement des équipes et coordination sur le terrain, raconte Ousmane Aminata Bangoura. Les collègues sont arrivés au mois de juin 2014 et le film a dû être tourné en l'espace d'un mois. On a également géré la traduction des scénarios en langue locale, le soussou. On a identifié les 25 acteurs, des enfants de 7 à 18 ans, qui avaient répété et connaissaient leur texte avant le tournage »*

« Il y a eu aussi un transfert de compétences. Des membres de l'AJUDC ont été formés à la réalisation et au montage, un poste de montage a été fourni. Les films ont été très appréciés, notamment par des acteurs institutionnels ou de grosses ONG. L'un d'entre eux va même être diffusé sur TV5 Monde. On les utilise dans nos activités de sensibilisation et de communication, même les films tournés au Maroc qui traitent de problématiques communes aux deux pays, nous permettent de faire des comparaisons et d'identifier des solutions alternatives. »

Aujourd'hui, le projet se développe à Madagascar en continuant d'associer les anciens partenaires. *« D'un pays à l'autre, les problématiques restent valables, c'est l'approche culturelle qui diverge. Mais les solutions portées sont également valables partout ».*



DE L'EXPÉRIMENTATION À LA STRUCTURATION D'UN PROGRAMME INDÉPENDANT

Au niveau des 3 structures porteuses, le CdP en est à une phase de capitalisation en 2015. « C'est un dispositif énorme et largement sous-doté, avance Thibaut Vignes. Pourtant il y a eu beaucoup de travail accompli et il est temps de faire le point sur les outils et le fonctionnement. Cette expérience a énormément rapproché nos structures et on a développé une curiosité accrue les uns envers les autres. Le partage d'expérience est beaucoup plus régulier et naturel. »

« Ce dispositif a décuplé la dynamique de réflexion au sein d'E&D, ce qui n'aurait pas été le cas si le réseau s'était cantonné à un cadre français. Il y a une véritable envie que cette expérience partenariale nourrisse nos outils et nos documents d'orientation. »

Boubacar Bailo Diallo souligne les risques que comportait un tel projet. « Un partenariat avec des pays si lointains n'est ja-

mais une évidence. Mais ça a été tenté et on a réussi à mettre en lien d'autres associations qui font aujourd'hui des projets ensemble. La collaboration entre nos réseaux en sort renforcée. Les outils d'éducation populaire apportés par E&D ont été adaptés et intégrés à nos programmes guinéens. De notre côté, j'espère qu'on est parvenu à transmettre notre démarche d'accompagnement. On a mis en place une nouvelle convention jusqu'en 2016 autour de nouveaux axes comme l'échange de stagiaires et de volontaires. »

Envisagé d'abord comme un laboratoire, une expérience voire une recherche action, le CdP s'est institué dans la relation entre les réseaux qui le coordonnent, mais surtout dans les partenariats dynamiques qu'il a engendrés. Après la Guinée et le Maroc, une prochaine rencontre devrait être organisée en France, dans un souci de réciprocité. Le

choix d'une thématique pourrait permettre de faciliter les rapprochements.

Les associations ayant participé au CdP sont une force sur laquelle le dispositif devrait s'appuyer. « Il faudrait que les accompagnateurs soient plus exigeants envers les consortia afin d'éviter le découragement », propose Houssainatou Bah. « L'accompagnement post-rencontre pourrait être plus affirmé, insiste Victoria Ahoueli. Il faut mettre en place des conventions avec les consortia instaurant une obligation de moyens dans la mise en œuvre du projet. On aurait également pu rencontrer les associations de France ayant participé à la deuxième rencontre. » Nombre de vétérans de Kindia se posent en effet comme ressources, ce qui correspond également à une demande des nouveaux consortia.

« Le CdP restera limité tant qu'il se concentrera autour d'une ren-

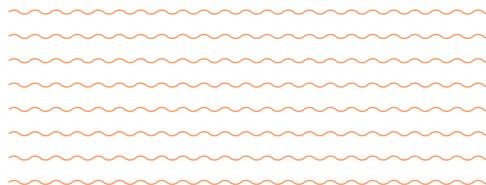
contre physique une fois par an. Ne pourrait-il pas exister le reste de l'année, s'interroge Pierre-Antoine Carpentier ? Le module web pourrait devenir un outil central du dispositif et pas seulement au niveau de la mise en relation. Le blog, par exemple, permet de restituer les expériences passées afin que les associations qui démarrent tirent profits des erreurs de leurs prédécesseurs. » « Le site Internet est actuellement administré par E&D, précise Lætitia Pourchet. Il pourrait gagner en dynamisme en devenant un outil indépendant, administré par les 3 structures. »

L'enjeu semble donc bien ici de faire du CdP un programme indépendant, afin qu'il puisse continuer à grandir sans impacter lourdement l'activité de ses créateurs. Cette indépendance doit avant tout être financière afin de se stabiliser autour d'un personnel pérenne dans chaque pays. Comme le

remarque Pierre-Antoine Carpentier, « la fragilité du CdP vient du partenariat qui l'a bâti. 3 structures ce n'est pas assez. Si l'une d'elle se retire du projet, l'ensemble de la structure est menacée. L'idée pourrait être de le consolider sur un financement à long terme. » L'ouverture à d'autres partenaires peut-être également un moyen de le consolider. « Déjà dans les pays où est implanté le CdP, d'autres acteurs associatifs et institutionnels pourraient directement être intégrés, propose Lætitia Pourchet. Après, pourquoi pas l'ouvrir à d'autres pays si on demeure capable de le coordonner de manière équitable. » Hicham Habibou pense également qu'il serait « intéressant que chaque pays puisse développer le dispositif dans son territoire. Il y aurait le CdP au niveau international, mais également dans chaque pays. »

Le CdP est un dispositif passionnant mais qui souffre encore d'un manque de visibilité. « Quand on voit ce qui se passe dans le monde d'au-

jourd'hui, rassembler des jeunes de différentes régions, Européens, Maghrébins et Africains de l'Ouest, les faire échanger sur des questions de solidarité de partenariat, les faire imaginer des choses ensemble et les accompagner autour de valeurs fortes et explicites, on se dit qu'il est impossible que cette dynamique, vécue par les jeunes et portée par les jeunes, ne donne pas envie à plus de personnes de s'en emparer, assure Thibaut Vignes. »



ONT ÉTÉ CONSULTÉS...

...en 2011

Gayo Diallo, Président d'Étudiants & Développement de 2008 à 2012

...en 2015

Victoria Ahoueli, Secrétaire générale de l'AED de 2012 à 2013

Houssainatou Bah, Directrice exécutive de l'AGUISSAF

Ousmane Aminata Bangoura, Président de l'AJUDC

Pierre-Antoine Carpentier, membre des Films au Clair de Lune,
Vice-Président d'Étudiants & Développement

Boubacar Bailo Diallo, Directeur exécutif de ReLais

Lucie Forsans, Coordinatrice de projets d'Amahoro

Hicham Habibou, Responsable de projet d'insertion socioprofessionnelle pour Initiative Urbain Hay Mohammedi de 2013 à 2014

Lætitia Pourchet, Animatrice réseau et Carrefour des projets,
Étudiants & Développement, de 2013 à 2014

Thibaut Vignes, Coordinateur des activités,
Étudiants & Développement

